

18 novembre 2004 - Seul le prononcé fait foi

Télécharger le .pdf

Déclaration de M. Jacques Chirac, Président de la République, notamment sur la construction européenne, les liens entre l'Europe et les Etats-Unis, la mondialisation, le multilatéralisme, le règlement du conflit du Proche-Orient, la situation en Irak, la non prolifération des armes de destruction massive, l'aide au développement et sur la protection de l'environnement, à Londres le 18 novembre 2004.

Monsieur le Lord Maire,

Monsieur le Président de l'Institut International d'Études Stratégiques,

Monsieur le Directeur,

Mesdames, Messieurs,

Je tiens tout d'abord à vous remercier pour votre accueil et vos aimables paroles de bienvenue. C'est pour moi un plaisir et un honneur de pouvoir m'exprimer, dans un Institut aussi prestigieux, devant vous qui contribuez par vos réflexions et vos analyses à éclairer les choix des responsables de la scène internationale.

Voici quelques jours, le peuple américains s'est exprimé. Dans quelques mois, d'autres consultations auront lieu en Europe. Les peuples européens, en France, au Royaume-Uni et dans de nombreux pays de l'Union, seront appelés à se prononcer directement sur la Constitution européenne.

Comme les élections américaines, toutes ces consultations, qui sont les respirations naturelles de la démocratie, engageront, par-delà chacune de nos nations, l'évolution même du monde.

Le monde où nous vivons est un. Un monde dans lequel les choix des Etats-Unis, les choix de l'Europe, pèsent aujourd'hui d'un poids déterminant.

Un monde complexe et mouvant, inquiétant parfois, mais de plus en plus présent dans la vie et les préoccupations de nos concitoyens alors que la mondialisation brouille chaque jour davantage la limite entre ce qui se passe à l'intérieur et au-delà de nos frontières.

Un monde qui bouillonne à la recherche de nouveaux équilibres, qui hésite entre l'espoir et le chaos.

La responsabilité qui incombe aujourd'hui à l'Europe et aux Etats-Unis est immense. Nous avons chacun notre histoire et notre regard. Par son expérience, l'Europe porte le message de la réconciliation entre les ennemis d'hier, elle témoigne de la force du droit, de la coopération et de la solidarité. Comme les Etats-Unis, elle a reçu en héritage l'essentiel, c'est-à-dire l'attachement aux valeurs de la démocratie, de la liberté, des droits de l'homme, qui fondent la Charte des Nations Unies.

C'est dans ces valeurs communes qu'aujourd'hui, comme hier, Américains et Européens trouvent le socle de leur unité pour faire face ensemble aux défis de ce nouveau siècle et contribuer à créer un nouvel ordre mondial reposant sur l'adhésion des peuples, sur leur liberté et sur le

respect de leur identité.

Avant les attaques terroristes du 11 septembre 2001, la fin de la guerre froide, voici quinze ans, a, pour la troisième fois en un siècle, scellé la victoire des démocraties et de la solidarité transatlantique.

La chute du communisme a eu des implications profondes dont nous commençons juste à prendre la mesure. Au lendemain de notre victoire, nous avons fait le choix de la mondialisation en espérant que les échanges économiques unifieraient le monde dans la prospérité. Certains ont cru que la défaite du communisme signait la mort des idéologies et que nos valeurs s'imposeraient naturellement et partout.

Quinze ans plus tard, le paysage que nous avons devant nous reste inachevé et confronté à de nouvelles menaces.

Le choix de l'ouverture économique a permis de libérer des centaines de millions de femmes, d'hommes, d'enfants de la pauvreté. Ainsi se constituent progressivement, à côté de l'Union européenne, des Etats-Unis et du Japon, de grandes entités, pays ou groupes de pays, formant autant de nouveaux pôles qui combinent la puissance économique et la volonté politique.

Cette réalité nouvelle conduit à une remise en cause de la prééminence séculaire de l'Occident et de ses modèles sur le reste du monde. Elle ouvre la voie à l'affirmation d'une autre modernité qui tend à s'émanciper de nous. Une modernité ancrée dans des histoires et des cultures millénaires qu'il nous faut apprendre désormais à mieux connaître et à respecter, et qui ont vocation elles aussi à comprendre et à partager pleinement les valeurs de démocratie et de liberté.

Souvent, la mondialisation bouleverse et fragilise des sociétés mal préparées à en saisir les opportunités.

En Afrique, notamment, elle relègue dans la misère, la maladie, l'ignorance et l'exclusion des centaines de millions de femmes, d'hommes et d'enfants. Cette situation est moralement inacceptable, politiquement dangereuse et économiquement absurde. La misère va de pair avec les grandes épidémies, qui ne connaissent pas de frontières. Elle pousse sur les routes de l'exil des millions d'êtres humains en quête d'un avenir meilleur. Elle stérilise des énergies et des talents qui, libérés du combat quotidien pour la survie, pourraient contribuer à la prospérité commune. Elle conduit trop souvent à la révolte et à la guerre.

Dans des régions en crise, la nostalgie du passé et l'intégrisme religieux font figure de refuge dans la tourmente. La misère et le sentiment de l'injustice sont alors un terreau fertile pour les fanatismes et les révoltes. Et l'Occident souvent ressenti comme la source de tous les maux. Dans un monde globalisé, ne pas y prendre garde est ouvrir la voie au choc des civilisations.

La mondialisation, enfin, nous impose d'être encore plus attentifs à la crise écologique. Car l'humanité exerce une pression croissante, et destructrice, sur la nature. Une pression qui risque de s'accroître jusqu'au point de rupture si l'ensemble du monde devait reproduire les modes de consommation et de production occidentaux qui sont fondés sur le gaspillage de ressources naturelles, des ressources que l'on croit, à tort, inépuisables.

Elle couve, dans ses interstices, de nouvelles menaces contre la paix et la sécurité. Car la criminalité internationale, le terrorisme, la prolifération des armes de destruction massive détournent et travestissent à leurs fins la liberté des échanges et les instruments de la modernité. L'avenir dépend de notre capacité collective à appréhender cette nouvelle complexité du monde, en nous débarrassant des schémas périmés. Il dépend de notre volonté de relever ensemble les défis communs. Des défis que ni l'Europe ni les Etats-Unis, ni aucun autre acteur international, n'a aujourd'hui les moyens de résoudre seul. Mais des défis dont la solution déterminera la sécurité et l'avenir de chacun des citoyens de nos pays.

C'est en reconnaissant la réalité nouvelle d'un monde multipolaire et interdépendant que nous parviendrons à bâtir un ordre international qui soit plus juste et plus sûr.

Il est certes toujours possible d'organiser le monde selon une logique de puissance. Mais l'expérience nous enseigne que ce type d'organisation est par définition instable et mène, tôt ou tard, à la crise ou à l'affrontement.

Un autre choix s'offre à nous. Celui d'un ordre fondé sur le respect de la règle internationale et la responsabilisation des nouveaux pôles du monde, par leur association pleine et entière aux mécanismes de prise de décision. Seule cette voie est susceptible de fonder, dans le long terme, un ordre stable, légitime et accepté.

C'est pourquoi nous devons travailler ensemble au renouveau du multilatéralisme. Un multilatéralisme qui doit s'appuyer sur une Organisation des Nations Unies rénovée et renforcée. Avec un Conseil de Sécurité élargi dans les deux catégories de membres permanents et non permanents, représentatif des nouveaux équilibres du monde. Avec la création d'une nouvelle enceinte politique de gouvernance économique et sociale de la mondialisation dont le dialogue élargi d'Evian et le projet de sommet du G20 sont, dans une certaine mesure, la préfiguration. Nous devons tout mettre en oeuvre, ensemble, pour que ces réformes prennent forme en 2005. Un multilatéralisme qui doit être relayé par un soutien aux processus d'intégration régionale en cours sur tous les continents. C'est à ce niveau aussi que doit jouer la logique de responsabilisation, avec l'appui des grandes organisations multilatérales.

Il nous faut construire le nouvel ordre mondial sur la reconnaissance de la diversité des cultures. Cette réalité, longtemps étouffée, s'affirme aujourd'hui comme un facteur de plus en plus décisif dans les rapports entre les nations. C'est en la respectant que nous assurerons une adhésion authentique aux valeurs de la Déclaration universelle des droits de l'Homme.

Le dialogue entre les cultures, entre les civilisations, entre les religions est la meilleure réponse aux ennemis de la liberté qui misent sur leur affrontement.

Ce dialogue respectueux de la diversité va naturellement de pair avec un soutien résolu aux processus de démocratisation engagés par de nombreux pays. Nous croyons à l'universalité de l'aspiration à la liberté et à l'exercice de la citoyenneté. Nous devons soutenir partout les réformateurs dans le respect de l'identité des peuples. Mais nous devons éviter toute confusion entre démocratisation et occidentalisation. Car si notre mémoire est parfois courte, les peuples jadis soumis à la domination de l'Occident, eux, n'ont pas oublié et sont prompts à voir dans nos actions une résurgence de l'impérialisme et du colonialisme.

Pour construire le nouvel ordre mondial qui garantira durablement la paix, la sécurité, le progrès économique et humain, le monde a besoin d'une Europe forte dans un partenariat transatlantique renouvelé.

L'Europe est porteuse d'un modèle : après les totalitarismes, deux conflits mondiaux, l'Holocauste, près de cinquante années de guerre froide, elle a fait le choix de se libérer des jeux de puissance. Ses peuples ont fondé, sur des partages de souveraineté librement consentis, un espace de paix, de démocratie, de solidarité et de prospérité qui fait de l'Union européenne un acteur international original et exemplaire.

Demain, avec l'entrée en vigueur de sa première Constitution, l'Europe, animée d'idéaux humanistes et démocratiques, dotée d'une vision claire de ses intérêts stratégiques, devra être capable d'assumer des responsabilités nouvelles sur la scène internationale.

Elle a vocation à établir des liens privilégiés avec les grands pôles du monde. Je pense bien sûr à la Chine, à l'Inde, au Brésil, ou à tous ces groupements de pays comme le Mercosur, l'ASEAN ou l'Union africaine, qui aspirent légitimement à voir reconnaître leur nouvelle stature politique, économique, technologique et financière. Je pense aussi à la Russie qui retrouve la place qui lui revient dans le concert des nations et qui, par l'histoire, la culture et la géographie nous est si proche.

Le dialogue que l'Europe développe avec ces nouveaux pôles du vingt-et-unième siècle contribue au progrès de nos valeurs, au respect de la règle internationale et à la stabilité du monde. Il n'est pas la poursuite solitaire d'intérêts égoïstes, mais une priorité stratégique claire accordée à l'engagement et à la responsabilisation de ces nouveaux acteurs globaux.

Ma conviction est que ce dialogue harmonieux avec les autres grands pôles du monde contribue à la promotion des valeurs universelles qui sont au cœur du lien transatlantique.

Le 6 juin 2004, sur les plages de Normandie, j'ai rappelé que la France n'oublierait jamais ce qu'elle doit à l'Amérique, son amie et son alliée depuis la guerre d'Indépendance. Elle sait,

comme tous les pays d'Europe, que l'Alliance atlantique, forgée dans l'épreuve, est fondamentale pour notre sécurité collective face aux menaces nouvelles.

Voici quarante ans le Président Kennedy appelait à l'établissement d'un partenariat équilibré entre les deux rives de l'Atlantique. La France, avec l'Union européenne, partage cette vision. Je veux rappeler que, pour la France, l'OTAN est aussi l'enceinte où, dès lors qu'ils sont unis autour de mêmes objectifs, et mandatés par la communauté internationale, Américains et Européens peuvent conjuguer leurs efforts au service de la paix, dans un climat d'écoute et de respect mutuel.

Dans cet esprit, la France a décidé au sommet de Prague de s'engager pleinement pour permettre à l'OTAN de faire face aux menaces du monde actuel. Elle est désormais l'un des plus importants contributeurs de la Force de Réaction Rapide de l'OTAN, la NRF, dont les moyens nationaux sont également disponibles pour l'Union européenne.

La France compte également parmi les tout premiers contributeurs de forces aux missions militaires de l'Alliance et dirige, en ce moment même, les opérations au Kosovo et, à travers l'état-major du Corps européen, en Afghanistan. Cela démontre qu'une Europe de la défense plus forte contribue aussi à une Alliance plus forte.

Construire une défense européenne crédible, ce n'est évidemment pas construire l'Europe contre les Etats-Unis, comme on l'entend dire parfois. C'est donner à l'Europe la capacité d'exercer ses responsabilités de manière autonome, en liaison avec l'Alliance atlantique ou en son sein.

C'est une démarche de longue haleine. Car si l'Europe dispose en théorie du second budget militaire du monde, équivalent en volume à la moitié de celui des Etats-Unis, les résultats ne sont pas à la hauteur des efforts consentis. La seule voie réaliste pour donner à l'Europe les capacités qui lui font défaut, est aujourd'hui de rapprocher les outils de défense nationaux, de mutualiser les moyens, de supprimer les duplications inutiles, de rechercher les synergies et de privilégier les programmes menés en coopération. Après le succès de l'A400M, cette préoccupation est au cœur des réflexions et des projets que la France conduit depuis plusieurs mois avec l'Allemagne et d'autres partenaires au sein de l'Union.

Ainsi la France a fait le choix, comme le Royaume-Uni, de la propulsion classique pour son futur porte-avions, ce qui doit permettre une meilleure interopérabilité de nos flottes. Mettons tout en oeuvre, bousculons les conservatismes, dépassons les difficultés conjoncturelles, pour que cette coopération, que le Premier ministre britannique et moi-même avons voulue, soit un réel succès, un succès pour nos pays et un succès pour l'Europe, pour sa défense et pour le lien transatlantique.

Dans le même esprit, nous devons relever ensemble le défi stratégique de l'espace, garantie de l'autonomie de l'Europe et de sa crédibilité dans l'évaluation de la menace et dans la conduite des opérations militaires. Dans ce domaine également nous avons établi des coopérations fructueuses avec l'Allemagne. Nous pouvons sûrement aller plus loin ensemble avec le Royaume-Uni.

La résolution des crises régionales peut constituer, au cours des prochains mois, le premier chantier d'une coopération transatlantique renouvelée.

Des Balkans à l'Afghanistan, en passant par Haïti, nous voyons ce que l'Europe et les Etats-Unis peuvent faire ensemble quand ils font l'effort de s'accorder sur les objectifs et les moyens pour les mettre en oeuvre. Dans toutes ces zones de crise, nos soldats sont engagés côté à côté au service de la paix.

C'est là où nos approches diffèrent qu'il nous faut concentrer tous nos efforts.

Le règlement du conflit du Proche-Orient ne peut plus attendre. Si nous voulons apaiser les tensions et les passions, vaincre la peur, la frustration, le désespoir, mettre un terme durable à la violence et au terrorisme, dans la région et au-delà, nous devons tout mettre en oeuvre pour parvenir à une solution juste et durable du conflit israélo-palestinien.

La disparition de Yasser ARAFAT, incarnation historique des aspirations nationales du peuple palestinien, rend plus urgent encore le règlement de cette crise. Confrontés au risque du chaos, les responsables palestiniens ont fait le choix de la démocratie. Soutenons-les dans leur démarche. Facilitons la tenue, dans les territoires palestiniens, d'élections libres. Aidons à

comme celle à donner la tenue, dans les territoires palestiniens, d'élections libres et justes à l'affirmation d'institutions palestiniennes légitimes et démocratiques qui constitueront, pour Israël, les meilleurs partenaires pour la paix.

Au-delà, la relance du processus de paix au Proche-Orient est une priorité absolue, qui doit rassembler Américains et Européens, avec leurs partenaires du quartet. Assurons ensemble le succès du retrait de Gaza. Ouvrons la voie à la mise en oeuvre de la feuille de route, à la création d'un Etat palestinien viable et démocratique vivant aux côtés de l'Etat d'Israël, dans la paix et la sécurité.

En Iraq, la résolution 1546, adoptée à l'unanimité, a défini les étapes d'un processus politique qui doit maintenant être mis en oeuvre dans toutes ses dimensions. Notre conviction est que les élections prochaines, pourvu qu'elles soient organisées de façon crédible, peuvent aboutir à la création d'institutions irakiennes pleinement légitimes et permettre à ce pays de reprendre les rênes de son destin. Rendre au peuple iraquiens, dans toutes ses composantes, sa dignité par la liberté retrouvée, lui redonner toute sa place dans la communauté internationale et lui permettre de contribuer, par sa stabilité, à l'équilibre de la région sont des objectifs qui rassemblent l'ensemble de la communauté internationale. La prochaine conférence de Charm-El-Cheikh doit être utile et faire avancer la cause de la paix en confortant le processus en cours jusqu'à son terme.

La lutte contre la prolifération des armes de destruction massive et contre le terrorisme constitue notre second chantier. Dans ces domaines, la coopération transatlantique est déjà exemplaire. Elle doit se poursuivre et se renforcer.

Pour donner, à la lumière des crises récentes, une nouvelle impulsion à la politique de non-prolifération, j'ai proposé la tenue d'une réunion des chefs d'État et de gouvernement des pays membres du Conseil de sécurité. Cette proposition est plus que jamais d'actualité. Elle doit nous permettre de dresser un bilan lucide des forces et des faiblesses du dispositif de non-prolifération que nous avons bâti au cours du temps : traités, régimes de contrôle des exportations de technologies sensibles, mécanismes de vérification et d'inspection, programmes spécifiques dans le cadre du G8, Initiative de Sécurité contre la Prolifération, stratégie européenne contre la prolifération des armes de destruction massive.

Cette rencontre permettrait d'explorer de nouvelles voies pour compléter ces instruments irremplaçables et renforcer le consensus international.

Le cas de l'Iran est sans aucun doute l'urgence du moment. C'est ce qui nous a conduit, avec le Royaume Uni et l'Allemagne, en association avec l'Union européenne, en liaison avec la Russie, et en pleine transparence avec les Etats-Unis, à proposer à Téhéran une approche fondée sur des engagements réciproques entre nos pays : dès lors que l'Iran décide de mettre en oeuvre des mesures de confiance pour garantir la nature pacifique de son programme nucléaire, dans l'immédiat et dans l'avenir, nos trois pays, en liaison avec l'Union européenne et ses Etats membres, peuvent s'engager avec lui dans une coopération à long terme dans les domaines politiques, économiques et technologiques, dont le nucléaire civil. Il est en effet normal que les pays qui respectent leurs obligations internationales en matière de non-prolifération, et qui apportent la preuve de la nature pacifique de leurs ambitions, puissent bénéficier des technologies auxquelles les règles internationales leur donnent légitimement accès. Mais il faut être sans faiblesse envers ceux qui ne respectent pas leurs engagements.

Enfin, notre monde connaît une extension du terrorisme que rien, aucune cause, ne saurait justifier. Face à ce déchaînement de violence aveugle et barbare, la communauté internationale doit être unie. En Afghanistan, où nos forces spéciales luttent aux côtés de nos alliés américains, et ailleurs, notre lutte sans merci a porté des coups très durs aux réseaux terroristes. Grâce à la coalition établie dans le cadre de l'ONU, les États ont resserré leurs rangs. Mais les récents attentats en Asie, en Europe et en Afrique montrent la persistance et le développement de la menace.

Ce constat inquiétant nous oblige à définir une réponse toujours plus efficace et appropriée, y compris contre les formes nouvelles de la menace que sont, notamment, le bioterrorisme ou le cyberterrorisme.

Il nous amène aussi à reconnaître que le terrorisme plonge ses racines dans les conflits non résolus ou dans la pauvreté et l'absence de perspectives de développement. Notre lutte ne peut faire l'impasse sur cette réalité.

Il est d'autres défis que ceux de la sécurité qu'un partenariat transatlantique renouvelé permettra de relever avec succès. Je pense en particulier à la lutte contre la pauvreté et à la protection de l'environnement. Nous avons l'année prochaine, lors du sommet du G8 qu'accueillera le Royaume-Uni, l'occasion de prendre des décisions qui changeront la donne.

Il n'y a pas de fatalité du sous-développement. L'exemple de la Chine ou de l'Inde le démontre. Mais il y a une impasse de la pauvreté, dont nous devons aider à sortir celles et ceux qui ne peuvent y parvenir par leurs propres forces. Celles et ceux qui, trop faibles pour tirer parti des bénéfices de la libéralisation du commerce international, risquent d'être encore davantage marginalisés.

Nous connaissons le chemin. Ce sont les Objectifs de Développement du Millénaire adoptés voici quatre ans par la communauté internationale. Nous connaissons la méthode, celle du partenariat établi à Monterrey et illustré par la démarche du NEPAD. Nous en connaissons le prix. De l'ordre de cent milliards de dollars par an, soit une fraction modeste de la richesse mondiale. Et pourtant, l'aide publique des pays riches ne couvre que la moitié de cette somme.

La communauté internationale doit, d'urgence, trouver de nouvelles ressources pour le développement. Il faut, pour cela, explorer toutes les voies, sans a priori ni exclusive, pour mobiliser une fraction des immenses richesses créées par la mondialisation.

Le Royaume-Uni a présenté l'idée d'une Facilité Financière Internationale, que nous soutenons. La France, avec le Brésil, le Chili et l'Espagne, a mis sur la table des propositions concrètes et现实istes sur les taxes internationales, qui en sont le complément. Préparons pour le sommet des Nations Unies de septembre 2005 une approche commune par laquelle la communauté internationale respectera pleinement ses engagements.

Il n'y a pas non plus de fatalité à la destruction de la nature et, dans ce domaine, la première urgence est la lutte contre le changement climatique. Comme le Premier ministre britannique, je suis convaincu que c'est l'une des menaces les plus pressantes de notre temps et je suis déterminé à tout faire pour que la réaction internationale soit à la hauteur de l'enjeu.

Face à ce défi global, le Protocole de Kyoto est le seul instrument efficace dont nous disposons. La décision de la Russie de le ratifier est un événement historique. Un pas important pour l'avenir de l'humanité. Le prochain sommet du G8, sous présidence britannique, doit permettre, je l'espère, de franchir ensemble, avec les Etats-Unis, une autre étape décisive.

Mesdames et Messieurs,

L'équilibre du monde multipolaire qui s'affirme repose sur un partenariat harmonieux entre les grands pôles et sur l'affirmation des valeurs et de la vision des pères fondateurs des Nations Unies qui, au lendemain de la seconde guerre mondiale, ont conçu un ordre international fondé sur le droit et la justice.

C'est ce monde de droit et de justice, appuyé sur un lien transatlantique fort et renouvelé, que nous appelons de nos voeux.

Je vous remercie.